

Les «trois M» de Catherine Ashton

L'Union européenne avoue sa perplexité : «Même s'il existe un réel espoir que le «Printemps arabe» conduise à la création de démocraties stables et prospères, des analystes ont prévenu que la conséquence la plus probable de ce qu'ils appellent «l'hiver du mécontentement» arabe était une période d'instabilité régionale et de réactions autoritaires.» Quelle que soit leur issue finale, les processus en cours dans le monde arabe ne laissent donc pas indifférente l'Union européenne dont sont issues les anciennes puissances coloniales et qui partagent encore avec les pays de la rive Sud les plus grands mouvements d'échanges. L'effet immédiat a été «une révision ambitieuse de ses politiques de voisinage» par laquelle «l'UE entend recentrer ses politiques autour de trois grands axes : primo, des «démocraties profondément ancrées» ; secundo, la promotion d'une croissance inclusive et, tertio, l'établissement de partenariats étroits avec la société civile». Toutefois, cette ambition n'est toujours pas une réalité, déplore Timo Behrn, spécialiste des relations internationales, qui travaille pour le think tank «Notre Europe» dédié à l'unité européenne, sous l'impulsion de Jacques Delors : «Si certains changements entrepris par l'UE sont positifs, cette révision n'a pas réussi à modifier les modalités et l'orientation des relations euro-méditerranéennes. L'UE conserve une vision eurocentrée de l'intégration du pourtour méditerranéen, reposant sur une version «allégée» de la politique d'élargissement.» (*) Il attend qu'elle «concilie sa vision eurocentrée avec la réapparition de tendances panarabes et panislamiques et les perspectives d'émancipation dans les pays ayant fait la révolution».

Même inachevé, l'effort d'adaptation de la politique de l'Union date de début 2011 : «Après quelques mois d'hésita-

tions et de division, les décideurs européens ont compris qu'il était dérisoire d'essayer de contenir la marche du changement. L'UE a donc cherché à aligner sa position sur les demandes des contestataires arabes. Le président de la Commission José Manuel Barroso a annoncé ce changement en mars 2011, déclarant : «Je pense qu'il est de notre devoir de dire aux peuples arabes que nous sommes à leurs côtés ! Depuis Bruxelles, je veux adresser ce message aux jeunes Arabes qui se battent actuellement pour la liberté et la démocratie : nous sommes à vos côtés.»

Alors que l'UE a toujours accordé la priorité à la stabilité et à la sécurité régionale, quitte à travailler avec des régimes autoritaires, elle s'engage désormais à soutenir sans équivoque les transitions démocratiques en cours. Pour y parvenir, sa nouvelle stratégie précise les trois domaines d'action prioritaires dans la région évoqués plus haut.

S'agissant des «démocraties profondément ancrées», la formule comprend des élections régulières mais aussi un ensemble plus important de prérequis comme la liberté d'association et d'expression, l'instauration de l'État de droit, la lutte contre la corruption et un contrôle démocratique des forces de sécurité. Ensuite, l'UE souhaite établir des partenariats avec la population, centrés sur la coopération et le développement de la société civile pour «encourager l'apparition de sociétés civiles pluralistes et inclusives». Enfin, l'UE veut promouvoir «une croissance et un développement inclusifs dans ses pays partenaires, qui ont souffert d'un chômage élevé et de graves inégalités». A ce titre, le développement durable et l'égalité socioéconomique sont considérés comme «des éléments-clés pour l'instauration de sociétés ouvertes et de démocraties profondément

ancrées». Pour réussir ses trois objectifs, l'UE a mis au point une formule miracle : les «trois M» : money, market access et mobility (argent, accès aux marchés et mobilité) de Catherine Ashton. Ensemble, ces trois éléments sont censés apporter les ressources et les incitations nécessaires pour permettre le changement attendu.

En matière d'aide financière, l'UE a prévu plus d'un milliard d'euros de financements supplémentaires pour la période 2011-2013. Ils seront distribués par le biais de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Plus important encore, l'UE a adopté en septembre 2011 un ensemble de mesures pour soutenir les processus de transition. La pièce maîtresse de cet ensemble de mesures était le programme Spring (Support to Partnership, Reform and Inclusive Growth), axé sur les partenariats, les réformes et la croissance inclusive, qui prévoyait de distribuer 350 millions d'euros d'aide entre 2011 et 2013 selon le principe de la conditionnalité positive.

Par ailleurs, la Commission a lancé plusieurs projets pilotes de plus petite ampleur pour aider les régions pauvres, encourager le développement des PME et investir dans l'enseignement supérieur. La création d'un mécanisme de financement de la société civile doté de 22 millions d'euros pour 2011-2013 a constitué l'élément central de la politique de partenariats avec la population. Il vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile ainsi que leur rôle dans les réformes démocratiques.

Outre ces aides directes, l'UE a travaillé avec les États membres pour accroître les activités de prêt de la BEI et étendre le mandat de la BERD au sud de la Méditerranée. Ainsi, le Conseil européen a approuvé une augmentation d'un milliard d'euros par an des prêts de la BEI aux

pays de la région. De même, la BERD a donné une suite favorable aux demandes d'adhésion de la Tunisie, de la Jordanie, de l'Égypte et du Maroc et a débuté des activités de financement dans ces pays fin 2011. À terme, la BERD prévoit d'accorder 2,5 milliards d'euros par an aux pays des rives Sud et Est de la Méditerranée qui s'engagent à appliquer les principes de démocratie multipartite, de pluralisme et d'économie de marché et qui s'y tiennent. Enfin, l'UE envisage actuellement le versement de son aide macrofinancière, en particulier dans le cas de l'Égypte, en coordination avec le FMI.

En termes d'accès aux marchés, l'UE a entrepris de nombreuses initiatives supposées faciliter l'accès à son marché intérieur, renforcer les liens commerciaux et encourager l'investissement dans les pays du sud de la Méditerranée. La proposition de négocier l'instauration de zones de libre-échange approfondies et complètes (DCFTA), qui permettraient une intégration économique progressive dans le marché intérieur de l'UE, constitue à cet égard un élément essentiel. En décembre 2011, le Conseil a accordé à la Commission un mandat pour entamer des négociations – qui devraient être longues – avec la Tunisie, la Jordanie, le Maroc et l'Égypte afin d'établir de telles zones.

Pour ce qui est de la mobilité, domaine autrement plus sensible, la principale innovation de la réforme de la PEV a été de proposer des «partenariats de mobilité» aux partenaires sud-méditerranéens. La stratégie de l'UE en la matière promet que ces partenariats garantiront «le bon encadrement de la mobilité, mutuellement bénéfique, en permettant des migrations circulaires et temporaires et en renforçant les capacités de gestion des frontières». Ainsi, les rebelles arabes sont sommés de retenir sur place les populations locales et, bien



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

mieux, de s'associer à contenir la vague migratoire d'Afrique vers l'Europe. La proposition de l'UE de faciliter la délivrance des visas et les autres mesures d'accompagnement est associée à l'engagement des pays partenaires d'accepter les accords de réadmission et de restreindre les migrations en provenance d'États tiers que de l'avancée des réformes démocratiques.

Sur le plan conceptuel, les trois nouvelles priorités de l'UE dans son voisinage sont encore mal définies et mises en place de manière incohérente, conclut Timo Behrn : «Le flou des définitions de l'UE suggère plutôt que sur le plan conceptuel, peu de choses ont changé (...) malgré la référence à une «démocratie profondément ancrée». Dans les dernières réformes, l'approche conceptuelle de l'UE a peu changé : un modèle capitaliste, démocratique formel, globalement libéral, en dépit de marges floues, reste au cœur des efforts visant à ce profond ancrage de la démocratie. De même, la manière dont l'UE envisage l'engagement de la société civile dans le sud de la Méditerranée a peu évolué : en pratique, l'engagement de l'UE se concentre presque uniquement sur la jeunesse libérale et les groupes de défense des droits des femmes.»

A. B.

(*) Timo Behr, *Après la révolution : l'UE et la transition arabe*, www.notre-europe.eu.ques.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Le voilà, l'élément-clé du scrutin !

Législatives du 10 mai. La Chine salue...

... la victoire de Ghoul à Alger !

Attention ! Tout n'est pas joué à l'issue de ces législatives. Les gens pensent que la défaite de l'Alliance Verte est la principale résultante de ce scrutin. Pas que ! Les mêmes gens ou d'autres, cousins de pensée, imaginent que le message de cette élection, c'est le renforcement du statut de Belkhadem à la tête du FLN. Pas que ! D'autres fins analystes estiment pour leur part que ces législatives auront montré l'extrême habileté de Abdekka à se ménager une porte de sortie honorable tout en préparant son successeur à la mesure de l'image que lui se fait du futur de ce pays. Eh ben pas que, encore une fois ! Bien sûr que toutes ces théories et thèses se tiennent comme les doigts de pieds d'une sirène. Mais en même temps, limiter les dernières législatives à ces seules lectures et interprétations, c'est passer à côté de L'ESSENTIEL ! Oui ! De l'essentiel ! A mes yeux, la seule conclusion valable avec laquelle nous devons sortir au lendemain du vote, c'est celle-là : le FJD est un parti à prendre ! Absolument ! Le Front pour la justice et le développement est prêt à être récupéré par d'autres que son actuel proprio, Abdallah Djaballah ! Et oui mon p'tit père ! Trop occupés à observer les scores jumelés du FLN et du RND, trop absorbés par la saisine de la haute cour de

justice suisse par le FFS afin que le siège perdu dans le canton de Boumerdès lui soit restitué, nous en avons oublié l'essentiel : maintenant, la course au redressement du FJD est lancée ! Car, ne l'oublions pas, c'est une tradition sacrée du champ politique algérien. A l'issue de chaque scrutin, Abdallah Djaballah doit perdre le contrôle du parti qu'il a mis tant d'efforts à créer et à présider. Sans cela, en dehors de ce scénario immuable, nous serions perdus, désorientés et sans repères fiables. La énième perte par Djaballah de sa énième formation politique, c'est le métronome, le baromètre de la bonne santé de l'activité partisane en Algérie. C'est l'indice probant que tout va bien. Si par malheur (rabbi yestar !) Djaballah restait encore à la tête du FJD, n'était pas inquiété par un mouvement de redressement interne, ne devait pas faire face à une fronde, là, mesdames et messieurs, amis lecteurs, nous devrions commencer à nous alarmer ! Si Abdallah la Poisse reste patron du FJD, ça voudrait dire que les choses vont vraiment mal là-haut, que la guerre des clans fait réellement rage et que les risques d'implosion, voire d'embrasement généralisé sont imminents. D'ailleurs, Djaballah lui-même en a conscience, lui qui, à chaque tentative pour lui prendre un parti qu'il a mis au monde, n'oppose pas vraiment de résistance héroïque, au fond. Très au fond. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.